

# Pas assez de places dans les crèches, pas de places dans les écoles, pas assez de place ...dans les prisons

Bien sûr, ça n'a rien à voir ! C'était pourtant un des tubes de l'été, les médias reprenaient ces trois phrases dans tous les sens et ça revenait tellement que tout à coup, le verrou a sauté : Ça n'a rien à voir ? Vraiment ?

Ces bébés qui arrivent dans un monde où aucune place n'est prévue pour eux ?  
Ces préados qui arrivent à un moment crucial de leur vie et pour qui aucune place n'était prévue ?  
Et ces adultes qui enfreignent les lois et pour qui on n'a pas assez de place pour les contenir ?  
Ca n'aurait vraiment rien à voir ?

C'est ici, en Belgique. C'est notre société. Ce sont aussi nos enfants.

Un enfant naît dans une famille - son premier monde - et cette famille est membre d'une société qui a son organisation et ses lois. La sphère privée inclue dans la sphère sociale. La mère met son bébé au monde mais ce monde n'a pas prévu de place pour lui. Ni a son arrivée ni au passage fondamental de son adolescence. Qu'en est-il donc de la construction de sa sécurité interne, de son mode d'attachement secure ? Si la société ne peut rien faire sans ses individus ( la sphère privée, la famille), celle-ci est bien fragile aussi quand la contenance de la société lui manque.

Les parents qui attendent un enfant doivent pouvoir l'attendre sereinement dans un monde prêt à le recevoir. Mettre des enfants au monde n'est pas un luxe privé, même si c'est dans le privé que les sentiments émergent. Mettre des enfants au monde est aussi une nécessité pour la société, pour lui permettre de se perpétuer dans de bonnes conditions. Et quelle société le sait mieux que la nôtre ? Un monde qu'on dit vieillissant où la fécondité de la population s'altère au point de ne plus pouvoir remplacer les générations finissantes par les nouvelles. Cela pose de gros problèmes. De cela aussi nos médias nous abreuvent. La baisse de la fécondité dans les pays occidentaux génère une recherche de plus en plus frénétique d'enfants à adopter ce qui transforme complètement le sens de l'adoption. De réponse aux besoins des enfants sans famille elle est devenue petit à petit une réponse au désarroi des parents sans enfants. Notre société a donc clairement besoin de nos enfants pour survivre mais elle ne prévoit pas le minimum suffisant pour les accueillir.

Beaucoup de parents vivent dans l'insécurité dès avant la naissance de leur enfant. Dans l'insécurité de la place qu'aura leur enfant dans ce monde dès leur reprise de travail, obligatoire pour la majorité d'entre eux.

Nous discutons assez souvent entre nous de ce moment important de la vie d'un bébé où il quitte les bras de sa mère pour la première fois, premier pas vers son autonomie, premiers pas vers le monde.

Les psychanalystes nous inondent (que dis-je ? nous noient ! ) de considérations sur l'importance de cette séparation. Quelque chose de si précieux demande qu'on l'entoure de vigilance et de sécurité.

Le passage du petit de sa mère à une gardienne ne peut se faire que dans la confiance que la mère éprouve pour la gardienne qui deviendra pour le bébé un prolongement de sa mère dans ce monde inconnu qu'il va découvrir. Et pour qu'une confiance se crée, il faut le temps de se connaître. Où est-il ce temps quand celui de la grossesse ne peut-être employé qu'à chercher où on pourrait bien "caser" le petit parce que toutes les places sont déjà prises ?

Pour construire un attachement secure, un enfant doit être entouré d'adultes **prévisibles** et cette prévisibilité doit être installée dès avant sa naissance par les conditions de son accueil dans la société.

La société où il naît se doit donc aussi d'être prévisible et de l'avoir prévu, cet enfant, dans son organisation. Les études de population le permettent. On sait déjà par exemple combien il manquera de place dans la région bruxelloise dans les années à venir. C'est donc dans les priorités politiques que cette **prévisibilité** doit être comprise.

12 ans plus tard, ayant traversé les tribulations de tous les changements chaotiques orchestrés par les différents cabinets de l'enseignement qui se seront succédés, notre petit bonhomme - avec tout les bonheurs qu'on lui souhaite - se trouvera devant un autre grand tournant de sa vie à négocier : son entrée dans l'adolescence et dans les études secondaires. Il perdra le cocon qu'aura été pour lui l'école primaire pour un univers beaucoup plus complexe où du plus grand de l'école primaire il deviendra le plus petit du secondaire. Il y perdra beaucoup de ses anciens copains, au moment où ceux-ci lui auraient été précieux pour l'aider à affronter les bouleversements physiologiques et psychiques de l'adolescence, les découvertes de nouvelles libertés et les prises de risques obligés qui vont avec.

Et c'est à ce moment-là, alors que au minimum le **où et avec qui** devrait lui être prévisible, il n'y a rien. La réussite de l'école primaire n'est pas reconnue par un accueil dans un ailleurs évident déjà bien difficile à intégrer quand il est connu.

Les cabinets ministériels successifs donnent l'air d'essayer différents jeux de société sans très bien savoir où ils veulent aller. Et des enfants de 12 ans ont passé leurs examens de fin de primaires et toutes leurs vacances comme des condamnés en attente de jugement. Y aura-t-il un place quelque part pour eux ? Où et quand ?

Où est passée la **prévisibilité contenante** des adultes, cette nécessité absolue à la construction d'une sécurité interne? Cette sécurité interne que nous nous épuisons à reconstruire pour nos enfants blessés est une fois de plus déjouée par l'organisation sociale et ceci pour tous les enfants et au lieu de s'occuper exclusivement d'aborder leur adolescence ( qui est le moment du remaniement profond de leur mode d'attachement), les enfants doivent s'inquiéter de leur propre sécurité. "Que vais-je devenir ? Dans quelle école pourrai-je m'inscrire après les vacances ?"

C'est ça aussi la base des troubles de l'attachement : un enfant qui doit s'inquiéter de sa sécurité au lieu de s'occuper en toute confiance de ses explorations et découvertes.

Et la seule mesure contenante et sécurisante qui serait de s'atteler à ce que toutes nos écoles soient aussi bonnes les unes que les autres et où donc les problèmes de choix et de mixité ne se poseraient plus est une fois de plus déviée en un problème de plus à gérer par des enfants qui ont bien autre chose à faire et que nous devrions contenir, protéger, soutenir.

Les derniers projets de réduction budgétaire pour l'enseignement vont dans le même sens. C'est toute une génération qu'on déstructure pour de mauvaises raisons budgétaires. Parce que si nos enfants sont nécessaires à la société, celle-ci doit leur faire une place et leur faire aussi une place cohérente dans son budget.

La société a besoin de nos enfants pour survivre. Elle a aussi besoin qu'ils aillent bien.

Sinon...

Ce n'est pas par provocation que j'ai ajouté dans le titre : pas assez de place dans les prisons. Cela faisait partie du refrain de l'été. Chacun a pu l'entendre. Et on peut dire que ce refrain est cousu de fil blanc.

A faire des lois au vogel-pick, d'un cabinet à l'autre, sans réflexion de fond sur l'ensemble du problème, le législateur envoie un message à nos enfants : c'est que les lois n'ont pas beaucoup de sens et qu'elles naissent juste du caprice de ceux et celles qui les produisent.

Message terrible que nos gouvernants donnent à nos enfants. Message bien reçu par ceux qui ont vécu une rupture grave au début de leur vie et qui reçoivent déjà les limites et frustrations nécessaires imposées par leurs parents (les lois familiales) comme des caprices de la part de ceux-ci. Message reçu aussi par tous les autres.

Ils ne pourront jamais voir les lois comme le ciment indispensable d'une vie en commun et d'une société.

Ils les transgresseront donc de plus en plus et... le manque de place dans les prisons sera de plus en plus ingérable.

Il n'y avait pas de place pour eux dans ce monde au tout début de leur vie, il n'y en aura toujours pas.

C'est ce monde-là que nous voulons leur offrir ?

Un papa disait dernièrement dans un groupe de parole de PETALES : "il faut alerter les politiques sur les troubles de l'attachement". Il avait bien raison. Etre parents c'est aussi prendre nos places de citoyens qui interviennent dans la construction du monde que l'on veut offrir à nos enfants. Toutes les sociétés ne le permettent pas. La nôtre si. En tout cas dans une certaine mesure. Et cette mesure nous nous devons de la prendre, sinon, nos cris se perdront dans le désert et nos enfants n'y trouveront rien.

Alerter les politiques et leur dire que la société, par ses lois, ses décisions, son organisation doit être **cohérente**, **prévisible** et assurer une **continuité** pour nos enfants pour qui **une place** doit être **prévue**.

C'est la base d'un attachement secure, celui qui, apporté par les parents dans la sphère privée et par la société dans la sphère publique, permettra la construction d'une génération d'adultes solides.

Et alors... Il y aura sûrement beaucoup trop de places dans nos prisons.....et personne ne s'en plaindra.

Bernadette Nicolas